PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An	6 Mois.	4 mois.	2 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$3.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827 — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 29 NOVEMBRE 1906 — 80ème Année

LES REFORMES AU QUAI D'ORSAY.

Déclarations du ministre des affaires étrangères de France.

On a parlé ces jours-ci des réformes que M. Pichon veut faire dans son ministère. On n'a oublié qu'une chose, c'est de dire quelles sont ces réformes, sous quelle forme et quand elles doivent se réaliser. La question cependant vaut la peine d'être éclaircie, dit M. G. Villiers dans le "Temps" du 17 novembre.

"A dire vrai, je prévoyais quel pouvait être dans ses grandes lignes le plan de M. Stéphen Pichon. Je me souvenais en effet d'avoir eu avec lui, il y a trois ans, alors qu'il était résident général à Tunis, une conversation sur cette question. Au moment où la Chambre interrompait la discussion du traité franco-suisse, j'ai pu rencontrer le ministre et obtenir de lui les éclaircissements les plus complets.

Voici ses explications. Elles intéresseront vivement non seulement le personnel diplomatique et consulaire, mais tous ceux qui ont souci de notre représentation à l'étranger et de notre situation internationale.

—Vous ne vous êtes pas trompé, m'a-t-il dit, en pensant que mes projets actuels sont conformes aux idées générales dont je vous ai naguère entretenu. Ils s'inspirent également des vœux plusieurs fois formulés par le Parlement et par les rapporteurs de la commission du budget.

"Pour les étudier, une commission a été constituée le 6 novembre dernier. Elle est présidée par notre ministre à Copenhague, M. Crozier. Elle comprend MM. Gavarry, ministre plénipotentiaire de 2e classe sous-secrétaire des affaires de chancellerie; Thiébaut, ministre plénipotentiaire de 2e classe à Buenos-Ayres; Berthelot, premier secrétaire d'ambassade à la direction des affaires politiques. Ce dernier est chargé du rapport qui doit être achevé d'ici peu.

"Le but de la réforme est d'unir du corps diplomatique et consulaire, soit dans les bureaux du quai d'Orsay, soit dans les postes de l'extérieur un rendement meilleur par une meilleure organisation.

"Le premier défaut de l'état de choses actuel, c'est le manque d'unité réelle. Il y a, au temps où nous sommes, quelque chose d'arbitraire à séparer abstraitement, comme on l'a fait jusqu'ici, les affaires politiques des affaires commerciales. En tous pays, politique et commerce vont aujourd'hui de pair. Dans beaucoup de pays, par exemple dans l'Amérique du sud et en Extrême-Orient, c'est le commerce qui prime et qui fait la politique. Il convient donc que, surtout pour cette dernière catégorie de pays, on ait au ministère des services concentrés, suivant dans leur ensemble les affaires qui s'y traitent, centralisant dans l'étude ce qui est un dans la réalité, menés par des hommes compétents, à qui l'on puisse toujours s'adresser pour tout ce qui se passe dans leur circonscription géographique. Donc supprimer les cloisons étanches qui séparent la direction des affaires politiques et celle des affaires commerciales,—voilà le premier point. Les hommes éminents qui sont à la tête de ces deux directions savent par expérience combien le dualisme actuel est souvent gênant et injustifié. C'est ce dualisme conventionnel qui doit d'abord disparaître.

"Il ne faudrait pas cependant porter jusqu'à l'exagération le système de la répartition géographique. Les questions politiques et commerciales relatives à chaque pays étant, comme le veut la logique, réunies dans un service unique, il restera à établir entre ces différents bureaux les liens nécessaires. La politique française doit avoir une unité qui se retrouve sur les terrains divers où elle se développe. Il y aura donc lieu d'établir un service de politique générale qui utilisera les données fournies par les autres sections, et en même temps suivra dans leur ensemble les affaires d'Europe qui sont solidaires. Nous concilierons ainsi ces deux termes nécessaires: spécialisation et coordination. Il y aura lieu également de grouper dans un même service les questions qui ont un caractère permanent et universel, traités de commerce, unions internationales, contentieux et chancellerie, c'est-à-dire les affaires de droit public et de droit privé qui sont d'une technicité particulière.

"Il est, d'autre part, souhaitable que tous les chefs des sections ainsi formées soient mieux renseignés qu'ils ne le sont actuellement sur ce qui se passe dans les sections voisines, et que ces renseignements soient de même utilisés par nos ambassades et légations. Il y a, bien, à vrai dire, le service de l'analyse du courrier et celui des "envois collectifs", c'est-à-dire des transmissions à chaque poste des principales dépêches des autres postes. Mais c'est tout à fait insuffisant. L'"analyse ne porte que sur les lettres. Or, l'essentiel des affaires est dans les télégrammes. Dans les "envois collectifs", il y a trop et trop peu, trop peu de détails utiles, pas assez d'idées générales. Ces deux services seront fortifiés, concentrés, remaniés, mis à même de produire une œuvre plus synthétique, afin d'obtenir la réalité de ce que nous n'avons que l'apparence.

"Ainsi réparti, le personnel de l'administration centrale sera plus utilement employé. Ce personnel est trop nombreux et trop mal payé. Vous connaissez le ministère puisque vous y avez appartenu. Vous savez donc que souvent la présence d'un secrétaire d'ambassade ou d'un consul dans un bureau est le résultat d'une transaction entre le désir qu'a l'intéressé de rentrer à Paris et la commodité budgétaire qu'on trouve à le rétribuer peu ou pas. C'est un mauvais système. Il convient que les bureaux aient le personnel dont ils ont besoin,—mais rien de plus,—et que ce personnel soit rétribué en raison non de combinaisons individuelles, mais au prorata du grade et du travail. Il y a ici trop de premiers ou de seconds secrétaires à 1,500 francs. Ce mode d'affectation, qui est contraire à la volonté du Parlement et de la commission du budget, n'est bon ni pour les agents ni pour le service. Il est mauvais d'avoir dans un bureau plus de monde que ne l'exige la besogne de ce bureau. Et il est antidémocratique d'exiger un travail insuffisamment payé. Les affaires seront au surplus mieux et plus vite traitées par deux ou trois personnes qui s'y donneront tout entières que par sept ou huit qui les suivrons en amateurs. Et l'Etat pourra demander à des fonctionnaires mieux appointés un travail en rapport avec les avantages légitimes qu'il leur assurera.

"Pour l'extérieur, une partie de l'œuvre projetée se trouvera facilitée par une circulaire excellente de M. Léon Bourgeois, qui a demandé à nos représentants de procéder à une enquête très complète sur les remaniements à apporter à la répartition des postes. Il y a des consulats à créer. Il y en a à supprimer. Il y a des traitements à relever et des économies à réaliser. Les réponses commencent à nous parvenir. Quand elles auront toutes été reçues et contrôlées, il sera possible de procéder immédiatement aux modifications nécessaires. Ce sera là un premier progrès. Ce n'est pas le seul qui semble possible.

"De même que le personnel de l'administration centrale doit être rétribué, non en raison de ses commodités de résidence combinées avec les considérations budgétaires, mais en raison du travail à fournir et du travail fourni, de même les représentants de la France à l'étranger doivent tous recevoir un traitement suffisant pour vivre et tenir leur rang. Or, à l'heure présente, beaucoup de vice-consuls, de consuls, de secrétaires d'ambassade reçoivent des traitements qui, déduction faite du versement à la retraite, n'atteignent pas 4,000 francs. Ce n'est pas une situation admissible dans un pays républicain où l'accès aux fonctions ne peut être sans injustice subordonné à des conditions censitaires.

"Il est regrettable aussi qu'il y ait deux catégories d'agents, ceux qui restent à Paris et ceux qui vont au dehors, ceux qui restent en Europe et ceux qui passent les mers. On parle couramment ici des "agents d'Amérique" ou des "agents d'Extrême-Orient", comme si c'était une catégorie à part, une classe de parias. Il est nécessaire pour leur instruction professionnelle que nos diplomates et nos consuls acquièrent tous l'expérience des postes éloignés. Il est juste d'autre part que ce ne soient pas toujours les mêmes qui soient envoyés dans les pays ou malsains ou lointains, dont les autres, plus favorisés, ne veulent pas. Il y a dans la marine ce qu'on appelle le tour d'embarquement. Pourquoi ne pas appliquer ici le même principe? Avec les habitudes actuelles, il arrive qu'un agent, qui n'a jamais été chargé d'affaires, parvienne, après une carrière de bureau, à la tête d'une légation. Est-ce équitable? Est-ce prudent? Il y a assez d'administrations publiques qui assurent la résidence à Paris pour que le ministère des affaires étrangères puisse imposer à ceux qui y sont librement entrés l'obligation de servir hors de France.

"En résumé donc, à l'intérieur, meilleure répartition du travail et des appointements; à l'extérieur, meilleure situation matérielle et distribution plus juste des postes entre les agents. Voilà les points essentiels. Il faudrait aussi que l'avancement des agents de valeur ne fût plus entravé par l'encombrement des cadres. Pour cela, un seul moyen: réduire le nombre des admissions annuelles, qui a été presque toujours supérieur aux besoins réels. C'est la condition nécessaire non seulement d'un avancement plus rapide, mais aussi d'une organisation plus économique. Il sera bon aussi d'assurer au ministre une plus grande liberté dans son choix en précisant les assimilations entre diplomates et consuls. Ce sont là des mesures d'équité et des mesures démocratiques. Grâce à elles, les précieuses qualités de dévouement, d'activité, de sûreté qu'on rencontre dans le personnel de ce ministère, et auxquelles il faut rendre un public hommage, seront mieux employées et plus fécondes. Grâce à elles, les affaires seront traitées dans un esprit plus réaliste, sans distinctions arbitraires entre ce qui est politique et ce qui est commercial. Il ne semble pas que l'utilité de ces projets puisse être discutée.

"Quand la commission que préside M. Crozier aura achevé son œuvre préparatoire, les représentants du Parlement seront associés à l'examen de ses conclusions. Et leur concours éclairé ne fera certainement pas défaut à cet effort réformateur aussi modéré que nécessaire."

DEPECHES Télégraphiques

Escadre rappelée.

Toulon, 28 novembre — Le bruit courrait ce matin que l'escadre composée des croiseurs cuirassés "Suffren", "Saint-Louis", "Charlemagne" et du transport "La Nive", qui avait quitté Toulon dans le courant de la nuit pour une croisière sur les côtes du Maroc avait été subitement rappelée dans ce port.

Démission du cabinet espagnol

Madrid, 28 novembre—Le cabinet espagnol a donné sa démission ce matin.

Comparution du professeur Hau.

Londres, 28 novembre — Karl Hau, alias Stau, professeur de loi romaine à l'Université George Washington, Washington D. C. qui a été arrêté le 7 novembre à Londres sous l'accusation d'avoir assassiné sa belle-mère à Baden-Baden, a comparu aujourd'hui devant le tribunal de Bow Street.

Aux demandes posées par le juge le prisonnier répondit par des paroles incohérentes qui firent immédiatement soupçonner qu'il avait perdu la raison ou qu'il feignait la folie. Le juge Wilson a renvoyé l'affaire à la semaine prochaine afin de permettre aux docteurs aliénistes d'étudier l'état du condamné.

Le médecin de la prison qui a observé Hau depuis quelques jours est d'avis que sa folie est feinte.

La Waters Pierce Oil Company en jugement

St Louis, 28 novembre— Le grand jury fédéral a relevé deux chefs d'accusation sur un total de vingt-sept contre la Waters Pierce Oil Company pour avoir accepté des réductions de tarifs dans le transport de ses pétroles en violation de l'article de loi Elkins qui régit le commerce entre les Etats.

Les compagnies de chemins de fer qui ont accordé des réductions de tarifs à la Waters Pierce Oil Company sont le Missouri Pacific et le Southern Pacific.

Si la Waters Pierce est reconnue coupable le total des amendes qui pourront lui être infligées de ces divers chefs d'accusation s'élèvera à une somme de $1,520,000.

Les actes d'accusation portent que la Waters Pierce Oil Company est une corporation subsidiaire de la Standard Oil Company.

La maison de campagne du Président menacée par le feu.

Oyster Bay, N. Y., 28 novembre—Sagamore Hill, la maison de campagne du président Roosevelt, située à quelque distance d'Oyster Bay a failli devenir la proie des flammes la nuit dernière par suite des feux de forêts qui ont éclaté sur le Copper Bluff.

Une saute de vent est venue fort à propos changer la direction des flammes et grâce aux efforts énergiques des habitants du voisinage Sagamore Hill put être préservée.

Destruction d'une ville dans l'Amérique Centrale.

San Francisco, 28 novembre—M. James Donnell, un planteur de café qui est arrivé hier du Guatémala à bord du vapeur "San Juan", rapporte la destruction complète de la petite ville de Tutupec pendant le violent ouragan qui a récemment dévasté la côte de l'Amérique Centrale.

La population de Tutupec comptait 5,000 âmes.

Au plus fort de l'ouragan la ville fut inondée par une crue subite de la rivière sur laquelle elle est située. Les habitants cherchèrent refuge dans les arbres, mais plusieurs périrent avant d'avoir pu atteindre un refuge.

Les nouvelles du désastre reçues à Guatemala City étaient des plus contradictoires, mais aux dernières nouvelles une cinquantaine de personnes au moins avaient trouvé la mort dans l'inondation.

La plupart des maisons de Tutupec ont été détruites.

Menaces contre John D. Rockefeller.

New York, 28 novembre—Mme Rosa Delina Beauvois Handfield, âgée de 40 ans, a été arrêtée aujourd'hui dans les bureaux de la Guardian Trust Company, sous l'accusation d'avoir proféré des menaces contre la vie de John D. Rockefeller.

En comparaissant devant l'attorney de district Mme Handfield a déclaré que son mari avait été autrefois dans le commerce du pétrole mais qu'il avait été ruiné par la Standard Oil Company.

Mme Handfield est accusée d'avoir pénétré de force dans le bureau du secrétaire de M. Rockefeller et d'avoir déclaré que si une somme d'un million de dollars ne lui était pas remise dans la quinzaine elle tuerait M. Rockefeller et incendierait le bâtiment de la Standard Oil Co.

En proférant ces menaces Mme Handfield brandissait un revolver.

Un des fonctionnaires de la compagnie remit alors un chèque de $1,000,000 à Mme Handfield payable à la Guardian Trust Company.

Elle l'accepta mais fut suivie à peu de distance par deux employés de M. Rockefeller qui l'accompagnèrent jusqu'à la banque. Dans l'intervalle M. Barrett, le caissier de la banque, avait été avisé par téléphone de ne pas escompter le chèque.

Lorsque Mme Handfield se présenta il lui déclara que la banque n'avait pas le montant disponible et la pria de repasser mercredi.

Mme Handfield accepta et se retira.

Ce matin comme Mme Handfield se présentait à la banque dans l'intention d'escompter son chèque elle fut arrêtée par ces agents.

Dédicace d'une église.

Washington, 28 novembre—L'archevêque Falconio, le délégué apostolique, le cardinal Gibbons, Monsignor D. J. O'Connell et d'autres dignitaires de l'Eglise Catholique quitteront Washington cet après-midi immédiatement après la réunion des directeurs de l'Université Catholique de l'Amérique, pour Richmond, Vie., où aura lieu demain, la consécration de la nouvelle Cathédrale du Sacré Cœur, qui a été donnée par M. et Mme Thomas F. Ryan.

Les cérémonies seront conduites par l'évêque Van De Vyver de Richmond, assisté du délégué apostolique, l'archevêque John J. Keane de Dubuque, Iowa, qui prononcera le discours, et de l'archevêque Glennon de St Louis qui prêchera aux vêpres solennelles dans l'après midi.

Les directeurs de l'université termineront ajourd'hui les affaires commencées hier et s'entendront sur quelque plan pour l'accroissement du fonds de dotation. Il est donné à entendre que les directeurs établiront sans doute la chaire des dialectes allemands durant la réunion qui aura lieu au printemps prochain.

Sanglante querelle à bord d'un navire

New York, 28 novembre—Un chauffeur a été tué et une douzaine plus ou moins grièvement blessés dans une querelle qui a éclaté dans la chambre de chauffe du vapeur San Jacinto de la ligne Mallory, parti lundi dernier de Galveston pour New York.

Le capitaine Evans, qui commande le "San Jacinto", avait avisé, au moyen de la télégraphie sans fil, la police de New York de ce qui s'était passé à bord et à l'arrivée du navire ce matin une escouade d'agents sont montés à bord pour s'emparer des mutins.

Ce n'est qu'après une lutte vive et après avoir menacé de faire usage de leurs revolvers que les agents parvinrent à s'emparer des chauffeurs.

Les officiers du navire ignorent absolument les causes de cette tragédie.

Les chauffeurs blessés ont été transportés à l'hôpital.

Les tramways homicides.

Chicago, 28 novembre— Cent trente-deux personnes ont été tuées et 2271 blessées par les tramways de Chicago depuis le 1er janvier au 1er novembre de l'année courante.

Ce total effrayant a donné une nouvelle impulsion à la croisade contre les tramways et il est probable que les autorités se verront dans l'obligation d'adopter des mesures sérieuses afin d'assurer la protection du public.

Un engagement.

New York, 28 novembre—Une dépêche de Paris au "Times" rapporte l'engagement du duc de Chaulnes et de Picquigny avec Mlle Théodora Shonts, la plus jeune fille de Théodore Shonts, président de la commission du Canal de Panama.

Le duc est né à Paris en 1878. Sa résidence est située sur l'avenue Vandyck et il a un château dans le département de la Sarthe. Il descend d'une famille ancienne et distinguée.

Brûlés vifs.

St Louis, 28 novembre—Quatre hommes ont été brûlés vifs et 35 grièvement blessés dans un incendie qui a éclaté ce matin dans l'Hôtel de l'Armée du Salut au coin des rues 9me et Market à St-Louis.

Deux cents personnes dormaient dans le bâtiment lorsque le feu a été découvert. Une panique effroyable se produisit aux premiers cris de "Au feu" et plusieurs pensionnaires sautèrent du premier etage dans la rue.

Les cadavres retirés des décombres sont complètement carbonisés et partant méconnaissables.

Mme. O. D. Robinson.
Toute Femme d'Amérique s'intéressera qui est Arrivé à cette Femme.

SA SANTÉ DÉTRUITE PAR CATARRHE PELVIEN.

"Le Peruna a prolongé ma vie et fait une nouvelle femme de moi."—Mme O. D. Robinson.

Mme O. D. Robinson, 43 St. Felix St., Brooklyn, N. Y., écrit:

"J'ai pris du Peruna et il m'a fait plus de bien que tous les traitements de deux ans par des médecins spécialistes.

"Je puis dire en toute vérité que je me sens comme une autre personne. Plus de jambes et de pieds enflés. Plus de gonflement de l'estomac. Plus de respiration courte. Plus de jointures raides et douloureuses. Vous n'avez pas idée de ce que votre traitement a fait pour moi. Il a prolongé ma vie et fait une nouvelle femme de moi.

"Oh! quelle bénédiction m'a apportée votre bonté, Docteur, et aussi l'assistance de la médecine que vous avez si aimablement prescrite.

"Je suis capable de travailler depuis que j'ai commencé votre traitement, mais avant cela je ne pouvais me servir moi-même, et moins encore faire quoi que ce fût. Toute louange est due au Dr. Hartman et à son traitement."

PIANOS FISCHER
Un Piano de Haut Grade à Prix Modéré.
Plus de 126,000 Fabriqués, Vendus et en Usage.
VENDUS EN FACILES PAIEMENTS MENSUELS.
GRUNEWALD'S

HUILE D'OLIVE ADOLPHE PUGET,
MARSEILLE.
Exigez cette Marque si vous voulez l'Huile la Plus Pure et de la Meilleure Qualité.
Emballée en bouteilles, demi-bouteilles et quart-bouteilles et en estagnons de 5 gallons, 1 gallon, demi-gallon, quart-gallon et huitième-gallon.
EN VENTE DANS TOUTES LES EPICERIES.
PAUL GELPI & SONS,
SEULS AGENTS POUR LES ETATS-UNIS.
15 aout—3m

L'Assortiment le Plus Choisi de Bonbons et de Fruits Cristalisés Français,
Importés de la Maison "Au Fidèle Berger" fondée en 1720, à Paris, France.
Quelques Sucreries de Choix de la Grande Variété Importée Cette Année.
Pétales de roses et de violettes cristalisées, biscuits glacés, oranges glacés, petits fruits glacés, pastilles superfines bouchées sultana, bonbons au chocolat cristalisés, pralines, pistaches, dragées Trocodras, liqueurs argentio' amandines, bonbons Niciro, dragées Poupon, etc.
Boites de Bonbons de Fantaisie Importées.
Boîtes de Bonbons de fantaisie importées de France, en satin peint à la main, d'une demi-livre à cinq livres. Seraint un joli ornement de plus sur la toilette d'une dame.
Tous les ordre seont soigneusement exécutés et promptement délivrés.
H. C. SCHAUMBURG,
LA CONFISERIE ET LE RESTAURANT DES DAMES.
835 RUE DU CANAL, PRÈS DAUPHINE.
23 sept—6m—dim jeu

Les Derniers Genres de cette Saison.
MEUBLES MODERNES
Vous attendent à notre Nouveau Magasin.—La Plus Grande Exhibition de Meubles au Sud—près de deux acres d'espace de plancher exclusivement consacrés aux Meubles.

PRIX PLUS REDUITS
Pour Meubles Fabriqués avec Soin.
The Grant Furniture Co.,
427-429-431 rue du Camp.
15 nov—3m—dim jeu